François Marie Gervais Rakotoarimanana, le Québécois importé, ministre des Finances et du Budget: « ***Rien n'est plus à craindre dans les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds*** **». Ah bon?**

Le ministre Gervais Rakotoarimanana est-il conscient qu'il parle pour ne rien dire ? Alors, si non, soit il est ce qu'on appelle, en psychologie, un « *irresponsable* », et si oui, c'est qu'il prend le peuple malgache pour un sous-peuple attardé. Revenons un peu sur les fameux crédits FCR (Facilité de Crédit Rapide) accordés par le FMI.

2014. Un an après l'accession au pouvoir du candidat n°3. Une mission du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par M. George Tsibouris, a séjourné à Antananarivo à Madagascar du 23 avril au 6 mai 2014 et est arrivée à un accord avec les autorités malgaches concernant un programme que la Facilité de Crédit Rapide (FCR) du FMI pourrait soutenir. Sous réserve de l'approbation de la Direction du FMI, l'accord devrait être présenté au Conseil d'Administration du FMI pour examen en juin 2014. Au titre de l'accord, Madagascar devrait pouvoir accéder à un montant pouvant atteindre 30,55 million DTS (environ 47,4 millions USD). Et « *Madagascar* » a bien reçu cet argent. A quoi a donc servi prêté ce pactole qui sera remboursé par deux générations de Malgaches ?

« ***L'objectif immédiat du gouvernement pour 2014 est de construire une base solide pour une croissance rapide et la réduction de la pauvreté*** *. Dans ce contexte, il sera crucial de poursuivre des politiques qui répondent aux besoins sociaux et de développement les plus pressants tout en préservant la stabilité macroéconomique et financière.*
Le Fonds Monétaire International est prêt à soutenir les objectifs du gouvernement .

« Madagascar a des besoins urgents en terme de balance des paiements et budgétaires qui doivent être satisfaits pour éviter des perturbations économiques additionnelles. Par conséquent, les autorités malgaches et la mission ont convenu d'un ensemble de mesures visant à : (i) améliorer le recouvrement des recettes fiscales et douanières ; (ii) augmenter le financement des programmes d'investissements publics et des dépenses sociales ; (iii) mettre fin à l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et à apurer les arriérés existants de manière graduelle ; (iv) aborder le problème des subventions pétrolières progressivement tout en identifiant des mécanismes efficaces pour soutenir les plus vulnérables.

*« **Une stratégie à moyen terme est aussi nécessaire pour ramener l'économie malgache sur la voie d'une croissance durable et inclusive . En particulier, des réformes qui encouragent la gouvernance et l'état de droit, l'égalité des chances pour le secteur privé, et les entrées d'investissement sont très importante***
s. La stratégie doit aussi maintenir la dette à un niveau soutenable et prioriser les sources concessionnelles de financement »
.

Que s'est-il passé un an plus tard ? Rien n'a été amélioré sinon l'accroissement de la pauvreté des Malgaches. Aucun rapport officiel digne de ce nom n'a été publié en ce qui concerne l'utilisation de cet argent prêté. Or 47,4 millions USD, çà ne se dépense pas *« comme çà ».*

2015. Une équipe des services du Fonds Monétaire International (FMI) menée par Mr George Tsibouris a séjourné à Antananarivo du 18 février au 04 mars 2015. Elle a tenu des discussions sur les réformes entreprises par le gouvernement visant à adresser les difficultés macroéconomiques, accélérer la croissance, et atteindre une réduction durable de la pauvreté , et pour lesquels un appui du Fonds monétaire international, à travers un accord de Facilité Elargie de Crédit (FEC).

*« **La performance de Madagascar en termes de recettes reste en dessous de son potentiel** . Dans le but d'améliorer la mobilisation des recettes, les autorités se sont engagées à faire de grands efforts pour améliorer les administrations fiscale et douanière. Elles prévoient aussi un vaste éventail de réformes, y compris une amélioration des contrôles, de l'évaluation, des audits, et de l'utilisation de la gestion axée sur les risques. Des actions visant à renforcer l'assiette fiscale en 2015 seront également entreprises.*

Les subventions des carburants, les transferts aux entreprises d'Etat, y compris à la société déficitaire JIRAMA, ainsi qu'à la caisse de retraite des fonctionnaires qui est sous-financée, ont pesé lourds sur l'exécution budgétaire en 2014. L'intention d'éliminer les subventions aux carburants est la bienvenue. ***À l'avenir, il est important de renforcer la performance et la supervision des entreprises étatiques et de la caisse de retraite, et de moderniser le secteur public dans son ensemble*** *. Il faudra aussi donner suite* ***à la stratégie convenue pour ce qui est de réformer la gestion des finances publiques*** *.*

« Ces mesures vont créer un espace budgétaire qui permettra d'augmenter les dépenses dans les domaines de l'infrastructure, de l'éducation, de la santé, et des programmes de protection sociale. Le gouvernement réalloue déjà des ressources pour faire face aux catastrophes naturelles récentes. ***Le développement du capital humain est un objectif de politique clé****. L'investissement dans l'infrastructure, y compris dans les secteurs de l'énergie, du transport, et de l'agriculture est essentiel ; leur priorisation attentive ainsi que des stratégies de financement prudentes assureront que la dette reste sur une trajectoire viable. Un appui supplémentaire des partenaires techniques et financiers de Madagascar sera important.*

« La mission a aussi discuté des réformes du secteur monétaire et financier, y compris du besoin d'accroître l'indépendance et le capital de la Banque Centrale et de rehausser sa gouvernance interne. À l'avenir, il sera essentiel d'assurer que le marché des changes est suffisamment liquide et reflète les conditions du marché. Dans ce contexte, la Banque Centrale doit reconstruire ses réserves internationales. ***Un plan d'action relatif aux réformes à moyen terme du secteur financier sera finalisé suite au Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) qui devrait avoir lieu en 2015*** *».*

Novembre 2015. Tout ceci n'était que palabres et promesses non tenues. Malheureusement, le FMI est une institution financière. Elle doit prêter pour continuer à vivre, elle aussi. Ainsi, malgré tous les manquements du régime Rajaonarimampianina, vis-à-vis de son peuple,
le 18 novembre 2015,
le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un décaissement de 30,55 millions de DTS (environ 42,1 millions de dollars) en faveur de Madagascar
au titre de la facilité de crédit rapide (FCR).
Il s'agit d'aider les autorités à satisfaire leurs besoins urgents de financement de la balance des paiements
.
La demande des autorités
fait suite à un premier décaissement d'un montant équivalent (30,55 millions de DTS, soit

environ 42,1 millions de dollars) au titre de la FCR, qui a été approuvé par le Conseil d'administration le 18 juin 2014.

C'est clair et net. Il fallait sauver le soldat Hery Vaovao, les caisses de l'Etat étant vides à un mois de la Nativité. Car, entre un « *accord* » et une « *demande* » (de la mendicité pour être très clair), il y a une différence énorme. Si ce n'était pas le FMI, le dilemme aurait été cornélien : prêter ou ne pas prêter de l'argent à des dirigeants qui sont notoirement incompétents? Là aurait été la question. Malgré donc tout ce qui (pas joli-joli) sur ce régime, les institutions financières internationales prêteront encore et toujours. Et même après le départ du pouvoir de ce candidat n°3 qui aura eu des années vite oubliées de gloriole (voyages, accès aux tribunes des grands de ce monde et tout tout), c'est encore et toujours le peuple qui casquera.

La démarche se résument bêtement en ceci: S'il vous plait, Messieurs, prêtez-nuus de sous, on est pauvres. Mais après vous n'aurez pas le droit de savoir comment on va les utiliser, c'est une question de souveraineté nationale. Cela semble irréel mais c'est ce qui se pratique à Madagascar depuis 2014.

Et on se demande encore pourquoi il y aura des guerres sur terre, des années après avoir semé tant de rancœur. Dans l'immédiat, nous sommes tous complices de l'avenir sombre qui se prépare pour Madagascar. Car, comme l'a déclaré George Orwell : « ***Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres n'est pas victime! Il est complice ».***

2016-2017-2018. Ce sera la même rengaine mais le pays, déjà vendu par morceau, n'avancera pas d'un pouce; le peuple sera totalement paupérisé, sans aucune voie de recours, alors que les dirigeants s'engraisseront à outrance. A moins que…

Jeannot Ramambazafy – 23 novembre 2015